

226C0745
FR0000060121-FS0472

28 mai 2026

Déclarations de franchissements de seuils et déclarations d'intention
(article L. 233-7 du code de commerce)

IL EST RAPPELE QUE LA PRESENTE DECLARATION EST ETABLIE SOUS LA RESPONSABILITE DU DECLARANT, LA PUBLICATION DE CET AVIS N'IMPLIQUANT PAS LA VERIFICATION PAR L'AMF DES INFORMATIONS COMMUNIQUEES.

SAINT JEAN GROUPE

(Euronext Paris)

1. Par courrier reçu le 21 mai 2026, complété notamment par un courrier reçu le 28 mai, l'Autorité des marchés financiers a été destinataire des déclarations de franchissements de seuils suivantes, intervenus le 18 décembre 2023, à titre de régularisation :
- M. Charles-Edouard Gros a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le seuil de 15% du capital de la société SAINT JEAN GROUPE et détenir individuellement, à cette date, la nue-propriété de 500 000 actions SAINT JEAN GROUPE représentant 15,60% du capital et 4,36% des droits de vote de cette société¹ ;
 - M. David-Alexandre Gros a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le seuil de 15% du capital de la société SAINT JEAN GROUPE et détenir individuellement, à cette date, la nue-propriété de 500 000 actions SAINT JEAN GROUPE représentant 15,60% du capital et 4,36% des droits de vote de cette société¹ ;
 - M. Maxime Gros a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le seuil de 15% du capital de la société SAINT JEAN GROUPE et détenir individuellement, à cette date, la nue-propriété de 500 000 actions SAINT JEAN GROUPE représentant 15,60% du capital et 4,36% des droits de vote de cette société¹ ;
 - Mme Stéphanie Gros a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le seuil de 15% du capital de la société SAINT JEAN GROUPE et détenir individuellement, à cette date, la nue-propriété de 500 000 actions SAINT JEAN GROUPE représentant 15,60% du capital et 4,36% des droits de vote de cette société¹.

Ces franchissements de seuils résultent de l'annulation, en date du 18 décembre 2023, de 149 903 actions propres détenues par SAINT JEAN GROUPE.

¹ Sur la base d'un capital composé, à cette date, de 3 355 677 actions représentant 6 007 794 droits de vote, en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

2. Par les mêmes courriers, l'Autorité des marchés financiers a été destinataire des déclarations de franchissements de seuils suivantes, intervenus le 7 mai 2026, à titre de régularisation :

- M. Charles-Edouard Gros a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le seuil de 15% des droits de vote de la société SAINT JEAN GROUPE et détenir individuellement, à cette date et à ce jour, la pleine propriété de 500 000 actions SAINT JEAN GROUPE représentant 1 000 000 droits de vote, soit 15,63% du capital et 16,43% des droits de vote de cette société² ;
- M. David-Alexandre Gros a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le seuil de 15% des droits de vote de la société SAINT JEAN GROUPE et détenir individuellement, à cette date et à ce jour, la pleine propriété de 500 000 actions SAINT JEAN GROUPE représentant 1 000 000 droits de vote, soit 15,63% du capital et 16,43% des droits de vote de cette société² ;
- M. Maxime Gros a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le seuil de 15% des droits de vote de la société SAINT JEAN GROUPE et détenir individuellement, à cette date et à ce jour, la pleine propriété de 500 000 actions SAINT JEAN GROUPE représentant 1 000 000 droits de vote, soit 15,63% du capital et 16,43% des droits de vote de cette société² ;
- Mme Stéphanie Gros a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le seuil de 15% des droits de vote de la société SAINT JEAN GROUPE et détenir individuellement, à cette date et à ce jour, la pleine propriété de 500 000 actions SAINT JEAN GROUPE représentant 1 000 000 droits de vote, soit 15,63% du capital et 16,43% des droits de vote de cette société².

Ces franchissements de seuils résultent du décès de M. Claude Gros, survenu le 7 mai 2026, consécutivement auquel, l'usufruit détenu par M. Claude Gros sur les 2 000 000 actions données en nue-propriété à ses enfants, à hauteur de 500 000 actions chacun, s'est éteint emportant un remembrement en pleine propriété entre les mains de ses enfants de sorte que MM. David-Alexandre, Charles-Edouard, Maxime Gros et Mme Stéphanie Gros sont désormais pleinement propriétaires chacun de 500 000 actions qu'ils détenaient en nue-propriété suite aux donations faites par M. Claude Gros à ses enfants(cf. D&I 214C0015 du 3 janvier 2014).

3. Il est précisé que MM. David-Alexandre, Charles-Edouard, Maxime Gros et Mme Stéphanie Gros déclarent ne pas agir de concert à ce jour vis-à-vis de la société SAINT JEAN GROUPE.

4. Par les mêmes courriers, les déclarations d'intention suivantes ont été effectuées :

M. David-Alexandre Gros déclare :

« Le franchissement de seuil à la hausse résulte exclusivement de l'extinction de l'usufruit qu'exerçait feu M. Claude Gros sur les actions SAINT JEAN GROUPE dont le déclarant détenait la nue-propriété. Il s'agit d'une acquisition à titre gratuit par effet de la loi (réunion de l'usufruit à la nue-propriété conformément à l'article 1133 du code civil), sans contrepartie onéreuse ni recours à un quelconque financement, prêt ou garantie.

A la date de la présente déclaration, le déclarant n'est partie à aucun accord constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du code de commerce.

Projet de pacte d'actionnaires à venir :

Le déclarant indique qu'un projet de pacte d'actionnaires est à l'étude entre lui-même et les autres membres du groupe familial Gros³, représentant ensemble environ 66,62% du capital et 69,94% des droits de vote de la société (le « Pacte »).

Ce Pacte, constitutif, le cas échéant, d'une action de concert, sera néanmoins conditionné au fait que l'AMF accorde une dérogation au dépôt d'un projet d'offre publique d'achat, dans le cadre et en application des dispositions de l'article 234-9 du règlement général de l'AMF.

A ce titre, et avant toute signature d'un accord de ce type, les intéressés solliciteront de la part de l'AMF le bénéfice de la dérogation susvisée. Dans le cas contraire, ils renonceront à toute éventuelle action de concert.

² Sur la base d'un capital composé de 3 200 000 actions représentant 6 085 085 droits de vote, en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

³ A savoir MM. David-Alexandre, Charles-Edouard, Maxime Gros et Mme Stéphanie Gros.

L'accord envisagé prendra la forme, comme indiqué, d'un pacte d'actionnaires conférant à M. David-Alexandre Gros, président et directeur général de SAINT JEAN GROUPE, une délégation de droits de vote pour assurer une expression cohérente du bloc familial majoritaire lors des assemblées générales, et prévoyant en outre des restrictions relatives à la cession des actions par les membres du groupe familial.

L'objectif de cette éventuelle action de concert est de maintenir la stabilité de l'actionnariat de SAINT JEAN GROUPE, en revenant à la situation précédant le décès de M. Claude Gros, lorsque celui-ci détenait la majorité des droits de vote (51,69%) de la société SAINT JEAN GROUPE dont il était également le président directeur général jusqu'à juin 2024. Il s'agit, en d'autres termes, d'assurer la continuité de l'action de M. Claude Gros.

Le Pacte comporterait :

- (i) une délégation des droits de vote au profit de M. David-Alexandre Gros, président et directeur général de l'émetteur, étant rappelé qu'il exerce déjà la présidence et la direction générale de l'émetteur ;
- (ii) des clauses restreignant les cessions d'actions en dehors du groupe familial.

Le Pacte n'aura pas vocation à organiser une gouvernance collective ni d'arrêter en commun la stratégie de la société ou du groupe, qui relève des dirigeants. Les membres du concert n'ont pas vocation à s'immiscer dans la gestion, à l'exception du président directeur général qui exerce ses fonctions de mandataire social.

Aucun accord, expès ou tacite, n'existe en vue d'une cession à un tiers du groupe ou des titres à court ou moyen terme.

Dans l'hypothèse où la formalisation du Pacte - et le franchissement collectif des seuils de 30% et 50% des droits de vote en concert qui en résulterait - devrait emporter, en l'absence de dérogation accordée par l'AMF sur le fondement de l'article 234-9 du règlement général de l'AMF, l'obligation pour les membres du concert de déposer un projet d'offre publique sur les titres de la société, le déclarant et les autres membres pressentis du groupe familial renonceront au projet de Pacte. Cette réserve est portée à la connaissance de l'AMF dès à présent afin que l'analyse de continuité de contrôle (article 234-9 2° et 7° RG AMF) soit le cas échéant menée préalablement à toute signature.

En conséquence de ce qui précède et conformément à l'article L.233-7, VII du code de commerce, M. David-Alexandre Gros déclare poursuivre les intentions suivantes pour les six prochains mois vis-à-vis de la société SAINT-JEAN GROUPE :

- a) David-Alexandre Gros n'agit pas à ce jour de concert avec le groupe familial Gros en application de l'article L. 233-10, II, 2° du code de commerce ;
- b) David-Alexandre Gros n'exclue pas d'acquérir d'autres actions SAINT-JEAN GROUPE sur le marché ou hors marché, David-Alexandre Gros envisage d'organiser un bloc de contrôle avec le groupe familial Gros via une action de concert, dont les modalités et le formalisme juridique restent à définir et dont la mise en place sera en tout état de cause conditionnée à l'octroi par l'AMF d'une dérogation au dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, conformément aux dispositions de l'article 234-9 1° du règlement général de l'AMF ;
- c) David-Alexandre Gros n'envisage pas de modifier sa stratégie vis-à-vis de SAINT JEAN GROUPE ; David-Alexandre Gros n'envisage aucune des opérations visées à l'article 223-17 1, 6° du règlement général de l'AMF
- d) David-Alexandre Gros n'est pas partie à des accords et instruments mentionnés aux 4° et 4° bis du 1 de l'article L. 233-9 du code de commerce ;
- e) David-Alexandre Gros n'a pas conclu d'accord de cession temporaire ayant pour objet les actions ou les droits de vote de SAINT-JEAN GROUPE ;
- f) David-Alexandre Gros, actuellement président directeur général de l'émetteur, n'envisage pas de demander la nomination d'une ou plusieurs personnes comme administrateur de SAINT-JEAN GROUPE ;
- g) Le déclarant n'a aucune intention de demander la radiation des titres de l'émetteur, ni leur admission sur un autre marché, ni de mettre en œuvre un retrait obligatoire ;
- h) La présente déclaration d'intention engage le déclarant pour les six mois suivant la date du franchissement. En cas de changement substantiel d'intention au cours de cette période, le déclarant déposera sans délai auprès de l'AMF et de la Société une nouvelle déclaration d'intention rectificative. »

M. Charles-Edouard Gros déclare :

« Le franchissement de seuil à la hausse résulte exclusivement de l'extinction de l'usufruit qu'exerçait feu M. Claude Gros sur les actions SAINT JEAN GROUPE dont le déclarant détenait la nue-propriété. Il s'agit d'une acquisition à titre gratuit par effet de la loi (réunion de l'usufruit à la nue-propriété conformément à l'article 1133 du code civil), sans contrepartie onéreuse ni recours à un quelconque financement, prêt ou garantie.

A la date de la présente déclaration, le déclarant n'est partie à aucun accord constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du code de commerce.

Projet de pacte d'actionnaires à venir :

Le déclarant indique qu'un projet de pacte d'actionnaires est à l'étude entre lui-même et les autres membres du groupe familial Gros³, représentant ensemble environ 66,62% du capital et 69,94% des droits de vote de la société (le « Pacte »).

Ce Pacte, constitutif le cas échéant d'une action de concert, sera néanmoins conditionné au fait que l'AMF accorde une dérogation au dépôt d'un projet d'offre publique d'achat, dans le cadre et en application des dispositions de l'article 234-9 du règlement général de l'AMF.

A ce titre, et avant toute signature d'un accord de ce type, les intéressés solliciteront de la part de l'AMF le bénéfice de la dérogation susvisée. Dans le cas contraire, ils renonceront à toute éventuelle action de concert.

L'action envisagé prendra la forme, comme indiqué, d'un pacte d'actionnaires conférant à M. David-Alexandre Gros, président et directeur général de SAINT JEAN GROUPE, une délégation de droits de vote pour assurer une expression cohérente du bloc familial majoritaire lors des assemblées générales, et prévoyant en outre des restrictions relatives à la cession des actions par les membres du groupe familial.

L'objectif de cette éventuelle action de concert est de maintenir la stabilité de l'actionnariat de SAINT JEAN GROUPE, en revenant à la situation précédant le décès de M. Claude Gros, lorsque celui-ci détenait la majorité des droits de vote (51,69%) de la société SAINT JEAN GROUPE dont il était également le président directeur général jusqu'à juin 2024. Il s'agit, en d'autres termes, d'assurer la continuité de l'action de M. Claude Gros.

Le Pacte comporterait :

- (i) une délégation des droits de vote au profit de M. David-Alexandre Gros, président et directeur général de l'émetteur, étant rappelé qu'il exerce déjà la présidence et la direction générale de l'émetteur ;
- (ii) des clauses restreignant les cessions d'actions en dehors du groupe familial.

Le Pacte n'aura pas vocation à organiser une gouvernance collective ni d'arrêter en commun la stratégie de la société ou du groupe, qui relève des dirigeants. Les membres du concert n'ont pas vocation à s'immiscer dans la gestion, à l'exception du président directeur général qui exerce ses fonctions de mandataire social.

Aucun accord, exprès ou tacite, n'existe en vue d'une cession à un tiers du groupe ou des titres à court ou moyen terme.

Dans l'hypothèse où la formalisation du Pacte - et le franchissement collectif des seuils de 30% et 50% des droits de vote en concert qui en résulterait - devrait emporter, en l'absence de dérogation accordée par l'AMF sur le fondement de l'article 234-9 du règlement général de l'AMF, l'obligation pour les membres du concert de déposer un projet d'offre publique sur les titres de la société, le déclarant et les autres membres pressentis du groupe familial renonceront au projet de Pacte. Cette réserve est portée à la connaissance de l'AMF dès à présent afin que l'analyse de continuité de contrôle (article 234-9 2° et 7° RG AMF) soit le cas échéant menée préalablement à toute signature.

En conséquence de ce qui précède et conformément à l'article L.233-7, VII du code de commerce, M. Charles-Edouard Gros déclare poursuivre les intentions suivantes pour les six prochains mois vis-à-vis de la société SAINT-JEAN GROUPE :

- a) Charles-Edouard Gros n'agit pas à ce jour de concert avec le groupe familial Gros en application de l'article L. 233-10, II, 2° du Code de commerce ;
- b) Charles-Edouard Gros n'exclue pas d'acquérir d'autres actions SAINT-JEAN GROUPE sur le marché ou hors marché, Charles-Edouard Gros envisage d'organiser un bloc de contrôle avec le groupe familial Gros via une action de concert, dont les modalités et le formalisme juridique restent à définir et dont la mise en place sera en tout état de cause conditionnée à l'octroi par l'AMF d'une dérogation au dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, conformément aux dispositions de l'article 234-9 1° du règlement général de l'AMF ;
- c) Charles-Edouard Gros n'envisage pas de modifier sa stratégie vis-à-vis de SAINT JEAN GROUPE ; Charles-Edouard Gros n'envisage aucune des opérations visées à l'article 223-17 1, 6° du règlement général de l'AMF
- d) Charles-Edouard Gros n'est pas partie à des accords et instruments mentionnés aux 4° et 4° bis du 1 de l'article L. 233-9 du code de commerce ;
- e) Charles-Edouard Gros n'a pas conclu d'accord de cession temporaire ayant pour objet les actions ou les droits de vote de SAINT-JEAN GROUPE ;
- f) Charles-Edouard Gros, actuellement président directeur général de l'émetteur, n'envisage pas de demander la nomination d'une ou plusieurs personnes comme administrateur de SAINT-JEAN GROUPE ;

- g) Le déclarant n'a aucune intention de demander la radiation des titres de l'émetteur, ni leur admission sur un autre marché, ni de mettre en œuvre un retrait obligatoire ;
- h) La présente déclaration d'intention engage le déclarant pour les six mois suivant la date du franchissement. En cas de changement substantiel d'intention au cours de cette période, le déclarant déposera sans délai auprès de l'AMF et de la Société une nouvelle déclaration d'intention rectificative. »

M. Maxime Gros déclare :

« Le franchissement de seuil à la hausse résulte exclusivement de l'extinction de l'usufruit qu'exerçait feu M. Claude Gros sur les actions SAINT JEAN GROUPE dont le déclarant détenait la nue-propriété. Il s'agit d'une acquisition à titre gratuit par effet de la loi (réunion de l'usufruit à la nue-propriété conformément à l'article 1133 du code civil), sans contrepartie onéreuse ni recours à un quelconque financement, prêt ou garantie.

A la date de la présente déclaration, le déclarant n'est partie à aucun accord constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du code de commerce.

Projet de pacte d'actionnaires à venir :

Le déclarant indique qu'un projet de pacte d'actionnaires est à l'étude entre lui-même et les autres membres du groupe familial Gros³, représentant ensemble environ 66,62% du capital et 69,94% des droits de vote de la société (le « Pacte »).

Ce Pacte, constitutif, le cas échéant, d'une action de concert, sera néanmoins conditionné au fait que l'AMF accorde une dérogation au dépôt d'un projet d'offre publique d'achat, dans le cadre et en application des dispositions de l'article 234-9 du règlement général de l'AMF.

A ce titre, et avant toute signature d'un accord de ce type, les intéressés solliciteront de la part de l'AMF le bénéfice de la dérogation susvisée. Dans le cas contraire, ils renonceront à toute éventuelle action de concert.

L'accord envisagé prendra la forme, comme indiqué, d'un pacte d'actionnaires conférant à M. David-Alexandre Gros, président et directeur général de SAINT JEAN GROUPE, une délégation de droits de vote pour assurer une expression cohérente du bloc familial majoritaire lors des assemblées générales, et prévoyant en outre des restrictions relatives à la cession des actions par les membres du groupe familial.

L'objectif de cette éventuelle action de concert est de maintenir la stabilité de l'actionnariat de SAINT JEAN GROUPE, en revenant à la situation précédant le décès de M. Claude Gros, lorsque celui-ci détenait la majorité des droits de vote (51,69%) de la société SAINT JEAN GROUPE dont il était également le président directeur général jusqu'à juin 2024. Il s'agit, en d'autres termes, d'assurer la continuité de l'action de M. Claude Gros.

Le Pacte comporterait :

- (i) une délégation des droits de vote au profit de M. David-Alexandre Gros, président et directeur général de l'émetteur, étant rappelé qu'il exerce déjà la présidence et la direction générale de l'émetteur ;
- (ii) des clauses restreignant les cessions d'actions en dehors du groupe familial.

Le Pacte n'aura pas vocation à organiser une gouvernance collective ni d'arrêter en commun la stratégie de la société ou du groupe, qui relève des dirigeants. Les membres du concert n'ont pas vocation à s'immiscer dans la gestion, à l'exception du président directeur général qui exerce ses fonctions de mandataire social.

Aucun accord, exprès ou tacite, n'existe en vue d'une cession à un tiers du groupe ou des titres à court ou moyen terme.

Dans l'hypothèse où la formalisation du Pacte - et le franchissement collectif des seuils de 30% et 50% des droits de vote en concert qui en résulterait - devrait emporter, en l'absence de dérogation accordée par l'AMF sur le fondement de l'article 234-9 du règlement général de l'AMF, l'obligation pour les membres du concert de déposer un projet d'offre publique sur les titres de la société, le déclarant et les autres membres pressentis du groupe familial renonceront au projet de Pacte. Cette réserve est portée à la connaissance de l'AMF dès à présent afin que l'analyse de continuité de contrôle (article 234-9 2° et 7° RG AMF) soit le cas échéant menée préalablement à toute signature.

En conséquence de ce qui précède et conformément à l'article L.233-7, VII du code de commerce, M. Maxime Gros déclare poursuivre les intentions suivantes pour les six prochains mois vis-à-vis de la société SAINT-JEAN GROUPE :

- a) Maxime Gros n'agit pas à ce jour de concert avec le groupe familial Gros en application de l'article L. 233-10, II, 2° du Code de commerce ;

- b) Maxime Gros n'exclue pas d'acquérir d'autres actions SAINT-JEAN GROUPE sur le marché ou hors marché, Maxime Gros envisage d'organiser un bloc de contrôle avec le groupe familial Gros via une action de concert, dont les modalités et le formalisme juridique restent à définir et dont la mise en place sera en tout état de cause conditionnée à l'octroi par l'AMF d'une dérogation au dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, conformément aux dispositions de l'article 234-9 1° du règlement général de l'AMF ;
- c) Maxime Gros n'envisage pas de modifier sa stratégie vis-à-vis de SAINT JEAN GROUPE ; Maxime Gros n'envisage aucune des opérations visées à l'article 223-17 1, 6° du règlement général de l'AMF
- d) Maxime Gros n'est pas partie à des accords et instruments mentionnés aux 4° et 4° bis du 1 de l'article L. 233-9 du code de commerce ;
- e) Maxime Gros n'a pas conclu d'accord de cession temporaire ayant pour objet les actions ou les droits de vote de SAINT-JEAN GROUPE ;
- f) Maxime Gros, actuellement président directeur général de l'émetteur, n'envisage pas de demander la nomination d'une ou plusieurs personnes comme administrateur de SAINT-JEAN GROUPE ;
- g) Le déclarant n'a aucune intention de demander la radiation des titres de l'émetteur, ni leur admission sur un autre marché, ni de mettre en œuvre un retrait obligatoire ;
- h) La présente déclaration d'intention engage le déclarant pour les six mois suivant la date du franchissement. En cas de changement substantiel d'intention au cours de cette période, le déclarant déposera sans délai auprès de l'AMF et de la Société une nouvelle déclaration d'intention rectificative. »

Mme Stéphanie Gros déclare :

« Le franchissement de seuil à la hausse résulte exclusivement de l'extinction de l'usufruit qu'exerçait feu M. Claude Gros sur les actions SAINT JEAN GROUPE dont le déclarant détenait la nue-propriété. Il s'agit d'une acquisition à titre gratuit par effet de la loi (réunion de l'usufruit à la nue-propriété conformément à l'article 1133 du code civil), sans contrepartie onéreuse ni recours à un quelconque financement, prêt ou garantie.

A la date de la présente déclaration, le déclarant n'est partie à aucun accord constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du code de commerce.

Projet de pacte d'actionnaires à venir :

Le déclarant indique qu'un projet de pacte d'actionnaires est à l'étude entre lui-même et les autres membres du groupe familial Gros³, représentant ensemble environ 66,62% du capital et 69,94% des droits de vote de la société (le « Pacte »).

Ce Pacte, constitutif le cas échéant d'une action de concert, sera néanmoins conditionné au fait que l'AMF accorde une dérogation au dépôt d'un projet d'offre publique d'achat, dans le cadre et en application des dispositions de l'article 234-9 du règlement général de l'AMF.

A ce titre, et avant toute signature d'un accord de ce type, les intéressés solliciteront de la part de l'AMF le bénéfice de la dérogation susvisée. Dans le cas contraire, ils renonceront à toute éventuelle action de concert.

L'accord envisagé prendra la forme, comme indiqué, d'un pacte d'actionnaires conférant à M. David-Alexandre Gros, président et directeur général de SAINT JEAN GROUPE, une délégation de droits de vote pour assurer une expression cohérente du bloc familial majoritaire lors des assemblées générales, et prévoyant en outre des restrictions relatives à la cession des actions par les membres du groupe familial.

L'objectif de cette éventuelle action de concert est de maintenir la stabilité de l'actionnariat de SAINT JEAN GROUPE, en revenant à la situation précédant le décès de M. Claude Gros, lorsque celui-ci détenait la majorité des droits de vote (51,69%) de la société SAINT JEAN GROUPE dont il était également le président directeur général jusqu'à juin 2024. Il s'agit, en d'autres termes, d'assurer la continuité de l'action de M. Claude Gros.

Le Pacte comporterait :

- (i) une délégation des droits de vote au profit de M. David-Alexandre Gros, président et directeur général de l'émetteur, étant rappelé qu'il exerce déjà la présidence et la direction générale de l'émetteur ;
- (ii) des clauses restreignant les cessions d'actions en dehors du groupe familial.

Le Pacte n'aura pas vocation à organiser une gouvernance collective ni d'arrêter en commun la stratégie de la société ou du groupe, qui relève des dirigeants. Les membres du concert n'ont pas vocation à s'immiscer dans la gestion, à l'exception du président directeur général qui exerce ses fonctions de mandataire social.

Aucun accord, exprès ou tacite, n'existe en vue d'une cession à un tiers du groupe ou des titres à court ou moyen terme.

Dans l'hypothèse où la formalisation du Pacte - et le franchissement collectif des seuils de 30% et 50% des droits de vote en concert qui en résulterait - devrait emporter, en l'absence de dérogation accordée par l'AMF sur le fondement de l'article 234-9 du règlement général de l'AMF, l'obligation pour les membres du concert de déposer un projet d'offre publique sur les titres de la société, le déclarant et les autres membres pressentis du groupe familial renonceront au projet de Pacte. Cette réserve est portée à la connaissance de l'AMF dès à présent afin que l'analyse de continuité de contrôle (article 234-9 2° et 7° RG AMF) soit le cas échéant menée préalablement à toute signature.

En conséquence de ce qui précède et conformément à l'article L.233-7, VII du code de commerce, Mme Stéphanie Gros déclare poursuivre les intentions suivantes pour les six prochains mois vis-à-vis de la société SAINT-JEAN GROUPE :

- a) Stéphanie Gros n'agit pas à ce jour de concert avec le groupe familial Gros en application de l'article L. 233-10, II, 2° du Code de commerce ;
- b) Stéphanie Gros n'exclue pas d'acquérir d'autres actions SAINT-JEAN GROUPE sur le marché ou hors marché, Stéphanie Gros envisage d'organiser un bloc de contrôle avec le groupe familial Gros via une action de concert, dont les modalités et le formalisme juridique restent à définir et dont la mise en place sera en tout état de cause conditionnée à l'octroi par l'AMF d'une dérogation au dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, conformément aux dispositions de l'article 234-9 1° du règlement général de l'AMF ;
- c) Stéphanie Gros n'envisage pas de modifier sa stratégie vis-à-vis de SAINT JEAN GROUPE ; Stéphanie Gros n'envisage aucune des opérations visées à l'article 223-17 1, 6° du règlement général de l'AMF
- d) Stéphanie Gros n'est pas partie à des accords et instruments mentionnés aux 4° et 4° bis du 1 de l'article L. 233-9 du code de commerce ;
- e) Stéphanie Gros n'a pas conclu d'accord de cession temporaire ayant pour objet les actions ou les droits de vote de SAINT-JEAN GROUPE ;
- f) Stéphanie Gros, actuellement président directeur général de l'émetteur, n'envisage pas de demander la nomination d'une ou plusieurs personnes comme administrateur de SAINT-JEAN GROUPE ;
- g) Le déclarant n'a aucune intention de demander la radiation des titres de l'émetteur, ni leur admission sur un autre marché, ni de mettre en œuvre un retrait obligatoire ;
- h) La présente déclaration d'intention engage le déclarant pour les six mois suivant la date du franchissement. En cas de changement substantiel d'intention au cours de cette période, le déclarant déposera sans délai auprès de l'AMF et de la Société une nouvelle déclaration d'intention rectificative. »